

# 410 millions d'euros pour en finir avec Brétigny

Trois mois après la catastrophe, la SNCF et RFF donnent la priorité à la sécurité du réseau.

Nous avons décidé avec l'accord du ministre des Transports d'accélérer le renouvellement des aiguillages

RESEAU FERRE DE FRANCE

VALERIE COLLET [vcoll@lefigaro.fr](mailto:vcoll@lefigaro.fr)

**TRANSPORT** Trois mois après la catastrophe de Brétigny, qui a fait 7 morts et des dizaines de blessés, les dirigeants de la SNCF et de Réseau ferré de France (RFF) viennent d'annoncer le lancement de Vigirail, un plan d'investissement sur quatre ans de 410 millions d'euros destiné à la sécurité du réseau ferroviaire.

Ce montant n'est pas une somme supplémentaire consacrée par ces entreprises à la sécurité. Il s'agit d'une réaffectation d'un peu

moins de 100 millions d'euros par an tirés du budget de RFF. S'y ajoutent 60 millions d'euros apportés par la SNCF sur quatre ans. À l'heure actuelle, Réseau ferré de France engouffre 5,5 milliards d'euros par an dans la maintenance et la modernisation des infrastructures. Environ la moitié est consacrée à la maintenance, tandis que l'autre est affectée à la modernisation du réseau.

« Nous avons décidé avec l'accord du ministre des Transports d'accélérer le renouvellement des aiguillages », indique un porte-parole de RFF. Alors que 150 à 300

aiguillages sont remplacés chaque année, le coup d'accélérateur budgétaire de 300 millions d'euros permettra de passer au rythme de 500 par an en 2017.

## Un projet informatique d'ampleur pour 2016

Grâce à Vigirail, les équipes de SNCF Infra, la branche de la SNCF qui réalise les contrôles et les travaux, accéderont aux nouvelles technologies. D'abord, de nouveaux engins de « surveillance automatisée de la voie courante », qui enregistrent et analysent automatiquement les écarts sur les

voies, seront mis en service à partir de janvier 2014. Les cheminots chargés de la surveillance et du contrôle vont troquer leurs blocs papier contre des tablettes informatiques. Le signalement de défauts lors des tournées des agents sera accéléré. Mais ce déploiement attendra la mi-2015.

Par ailleurs, un projet informatique d'ampleur doit être bâti fin 2016 pour informatiser les interventions de maintenance, les planifier et les gérer. L'objectif est ambitieux : une « traçabilité à 100 % de la surveillance des infrastructures ». Enfin, une « alerte

express » doit enregistrer dès 2014 les signalements des anomalies, qu'elles soient repérées par des cheminots, des riverains ou des voyageurs. Guillaume Pepy a justifié ce plan en endossant une nouvelle fois la responsabilité de l'accident. Lui et Jacques Rapoport soulignent « avoir constaté plusieurs défauts dans cet équipement (l'éclisse) qui sont de notre responsabilité ». Alors que les deux enquêtes (de la justice et du Bureau d'enquêtes sur les accidents de transport terrestre) n'ont pas encore abouti, le PDG de la SNCF a décidé de prendre les devants. ■

# Alcatel, nouvelle épreuve pour le gouvernement

L'exécutif reconnaît l'état d'urgence mais souhaite que le plan social soit revu à la baisse en France.

LES CHIFFRES CLÉS  
(EN NOMBRE DE SALARIÉS)

68 000  
Nombre effectif total du groupe, estimés à fin 2013.

10 000  
Nombre de réductions de postes attendues d'ici à fin 2015.

900  
Nombre de départs envisagés en France pour des effets financiers de 8 300 personnes.

BERTILLE BAYART et MARC CHERKI  
[bbayart@lefigaro.fr](mailto:bbayart@lefigaro.fr)  
[mcherki@lefigaro.fr](mailto:mcherki@lefigaro.fr)

**TELECOMS** L'annonce d'un nouveau plan massif de restructuration chez Alcatel a replongé mardi l'économie française et le gouvernement dans la série noire des plans sociaux qui affectent l'industrie du pays. Le groupe prévoit de supprimer 10 000 postes dans le monde, dont environ 900 en France, tandis que 900 autres seraient concernés par une mobilité interne ou externe (nos éditions du 8 octobre). Une « hécatombe », selon les syndicats. Ces mesures drastiques annoncées par Michel Combes, qui dirige Alcatel depuis avril, ne sont pas une surprise tant la situation de l'entreprise était réputée fragile. Elles n'en constituent pas moins un choc pour les salariés et une épreuve pour le gouvernement, contraint mardi à jouer les équilibristes.

Arnaud Montebourg, forcément en première ligne dans ce dossier industriel sensible, a fait le grand écart. « Il l'assume », dit un proche. À l'Assemblée, le ministre du Redressement productif a à la fois reconnu la nécessité d'une restructuration, confirmant qu'il en allait « de

l'existence » même d'Alcatel, et réclamé que tout soit « pour réduire le plan social au mieux possible ». Un plan dont il estime qu'il fait payer à la France un « tribut excessif ». C'est cependant moins le cas cette fois que lors de la précédente saignée chez Alcatel. Le plan Performance qui vient de s'achever (au prix de 141 licenciements secs) concernait en effet 844 postes français sur les 5500 touchés au niveau mondial.

## Ayrault, vigilant et exigeant

Arnaud Montebourg n'entend cependant pas, après PSA ou Sanofi (lire ci-dessous), ouvrir un nouvel épisode de confrontation. Michel Combes a sa « confiance, dit-on dans son entourage. Il y a en revanche une phase de négociations qui s'engage et où tout doit être fait pour trouver toutes les améliorations possibles ». « Il peut y avoir un peu de marge de manœuvre », confirme un proche du dossier. Le groupe promet en tout cas « une négociation et une mise en œuvre exemplaires ».

Alors que la gauche de la gauche a entonné le refrain des « licenciements boursiers », la tête de l'Etat a joué la modération. Jean-Marc Ayrault a assuré qu'il serait « particulièrement vigilant et exigeant ». Et pour François Hollande, « il faudra voir comment on peut réduire autant



Le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, n'entend pas, après PSA et Sanofi, ouvrir un nouvel épisode de confrontation. SERGE MOULIA/RESERVOIRPHOTO.COM

qu'il est possible (...) L'ampleur des suppressions d'emplois ». « La pédagogie a été faite sur la situation si Alcatel ne réalise pas 1 milliard d'euros d'économies, il risque la faillite dès le deuxième semestre 2014 », explique un proche. Michel Combes a d'ailleurs été reçu lundi à l'heure par Arnaud Montebourg et Fleur Pellerin.

Le gouvernement semble décidé à déplacer son combat sur d'autres terrains. Le premier sera de veiller aux modalités de conversion sur les sites destinés à fermer. Notamment à Orvault, près de Nantes, où la situation s'annonce tendue avec les élus locaux, malgré la promesse de création d'une cité numérique. Sur-

tout, l'Etat semble décidé à peser de tout son poids pour « sauver le soldat Alcatel ». Y compris en pesant sur ses clients pour qu'ils privilégient le « made in France » d'Alcatel plutôt que le « made in China ». « J'ai reçu la réponse positive de SFR et d'Orange, nous attendons la réponse des deux autres opérateurs », Bouygues Telecom et Free, a précisé Arnaud Montebourg. ■

## EN BREF

### CityJet convalidé

Le cour d'appel de Paris a confirmé les amendes de 100 000 euros infligées à la compagnie aérienne CityJet, dont la centaine de salariés étaient employés sous contrats irlandais entre 2006 et 2008, et sa maison mère Air France, pour travail dissimulé et complexité. Elle a aussi confirmé l'amende de 15 000 euros contre l'ancien PDG d'Air France Jean-Cyril Spinetta qui va se pourvoir en cassation.

### Doublement de la capacité de Renault au Maroc

Le constructeur a inauguré une deuxième ligne de production pour son usine de Tanger au Maroc, comme prévu lors du démarrage de la première ligne en 2012. La capacité de production double, à 340 000 Dacia par an.

# Sanofi relance la réorganisation de sa recherche en France

ARMELLE BOHNEUST [@armelleb](mailto:@armelleb)

**PHARMACIE** Le plan de Sanofi pour réorganiser son activité recherche et développement est à nouveau enclenché. La justice avait retiqué en mars le projet initial. Sans remettre en cause le programme lui-même, elle reprochait à Sanofi la faiblesse des informations données aux représentants du personnel et l'absence d'un vrai plan de reclassement.

Le laboratoire français a donc remis lundi une nouvelle proposition aux syndicats afin de préparer le comité central d'entreprise qui relancera le processus le

15 octobre. Un long cycle qui devrait s'achever, au mieux, mi-février 2014.

Sanofi avait annoncé en juillet un plan de 207 suppressions d'emplois dans la recherche, sur près de 5 000, d'ici à fin 2015, et environ 400 mutations géographiques. Dans sa nouvelle mouture, le groupe table sur la suppression de 186 postes à l'horizon fin 2015, au lieu de 207. Mais, au total, ce sont 349 postes qui pourraient être supprimés, indique un représentant syndical. L'écart entre ces deux chiffres provient d'une interprétation de l'avenir. En effet, des créations de postes sont prévues par Sanofi mais elles restent conditionnées à l'existence d'un certain niveau d'activité, donc « hypothétiques », explique ce syndicaliste.

## Un plan plus large

Le site de Toulouse, qui avait mobilisé un temps Arnaud Montebourg, est toujours promis à l'indépendance. Selon les documents confiés aux syndicats, il conserverait 364 postes sur 617. Toutefois, ces salariés devront intégrer des entités qui restent à créer, vouées à devenir autonomes d'ici cinq ans.

Du côté des syndicats, la nouvelle présentation est accueillie diversement. La CGT a déjà appelé à la mobilisation salariale sur différents sites. « Sanofi ne cherche pas à améliorer l'efficacité de la recherche mais seulement à re-

duire ses coûts », estime son délégué, Thierry Bodin, en soulignant que le projet de regroupement de l'ensemble des activités anti-infectieuses du groupe en un seul centre, à Lyon, paraît abandonné.

Chez Sanofi, qui finalise en parallèle une réorganisation des activités support, on se contente de rappeler que la réorganisation de la recherche du groupe en France est indispensable. C'est une condition pour assurer, à long

terme, l'activité des 26 sites industriels sur le territoire français, prévient le laboratoire dirigé par Chris Viehbaucher.

Cette restructuration de la recherche s'inscrit dans un plan plus large. Annonce il y a plus d'un an et déjà mis en œuvre hors recherche, celui-ci tablit globalement sur plus de 900 suppressions d'emplois, dont 500 chez Sanofi Pasteur (vaccins) et 230 dans les services administratifs. ■

Sanofi avait annoncé en juillet un plan de 207 suppressions d'emplois dans la recherche, sur près de 5 000, d'ici à fin 2015. PASCAL SITLER/REA



**VOS ORDRES DE BOURSE GRATUITS pendant 6 mois TOUTE LA BOURSE SANS LES FRAIS**

**ADÉQUAT SANS FRAIS**

**PROFITEZ-EN MAINTENANT**

[cortalconsors.fr](http://cortalconsors.fr)

\*Offre valable du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 31 décembre 2013 pour toute première ouverture de compte. Tous droits de change offerts pendant 6 mois gratuits à compter de l'ouverture de compte et dans la limite de 200 euros. Ne pas dépasser les 500 euros de maximum pour tous les ordres de bourse. Le court-pensé de 1000 euros maximum des 6 premiers mois. Le montant de la commission sera déduit de la base de la Bourse (TMS). Le court-pensé s'applique également aux ordres de bourse dématérialisés. Frais de transfert réglementaires inclus dans le court-pensé. Offre qui peut être terminée sans préavis à tout moment.